

Conférence de presse du 11 janvier 2022 pour le Boycott de l'élection présidentielle :

Gérard Mordillat (Artiste et réseau Cerises) :

Bonjour à toutes et à tous,

Il n'y a pas de hasard, comme dit Rimbaud, il n'y a que des hasards. Il s'est trouvé, que sans se connaître, nous avons été plusieurs à écrire, à publier des lettres, des contributions, des textes appelant au boycott de l'élection présidentielle. Et aujourd'hui, nous voulons le dire, fortement et tous ensemble, nous voulons boycotter l'élection présidentielle. Boycoter cette élection qui nous est présentée comme démocratique, alors qu'elle n'est qu'une sorte de partie truquée, où les forces financières et médiatiques ont déjà choisi pour nous les candidats qui devraient être les lauréats de cette compétition.

Le boycott, ce n'est pas l'abstention. J'ai presque envie de dire c'est le contraire de l'abstention. Le boycott c'est un mouvement actif qui conteste la nature perverse de l'élection présidentielle. Nous voulons boycotter l'élection présidentielle pour la disqualifier à tout jamais. Pour que cette farce électorale cesse et que nous puissions refonder la république sur une base réellement démocratique. C'est pour cela que notre boycott est constituant. Nous devons nous rendre compte d'une chose : tous les appels à l'union des forces politiques et sociales qui défendent le bien commun contre le profit individuel se sont révélés vains, et au bout du compte totalement inutiles. Nous devons donc changer de tactique. C'est impératif : cela ne sert à rien de répéter l'Union, l'Union, l'Union, puisque tout le monde s'y refuse. En réalité, ce qui est refusé, c'est ce mode d'élection qui met en exergue un homme ou une femme qui serait présidentiable, qui serait « *l'élue* » quasiment au sens religieux du terme. Donc, nous devons changer de tactique et boycotter de manière très forte pour montrer que nous ne sommes pas dupes du jeu pervers qui nous est proposé et dont nous ne voulons pas être les figurants dans une pièce de théâtre où les rôles principaux sont déjà distribués. Ça c'est le côté tactique.

Sur le plan stratégique maintenant. Une fois que le boycott sera devenu le mouvement général que nous espérons, restera à créer partout en France des comités de boycott qui seront le soutien des candidats aux législatives. Là, la probabilité de l'emporter n'est pas totalement nulle. Nous avons là un exemple remarquable, c'est ce qu'a fait François Ruffin à Amiens, en ayant le soutien de l'ensemble des forces politiques et sociales. Il a gagné une élection en faisant un énorme travail de terrain, et grâce à cette adhésion, il a gagné une élection dans une circonscription où le Front National faisait près de 40% d'ordinaire. Donc ce n'est pas totalement perdu. Ce boycott doit nous servir de tremplin, à réinvestir la volonté populaire, puisque la paralysie des appareils politiques, ajoutée au niveau des candidats – on ne peut pas leur en vouloir – c'est le système qui veut cela, nous a mis dans une situation désastreuse : la seule perspective offerte serait la défaite.

Je le redis une dernière fois : boycottons la présidentielle, constituons une force politique expression des forces populaires, politique et syndicales ! Balayons ce modèle mortifère et

désastreux pour les couches populaires, les ouvriers, les employés, la jeunesse, pour notre monde tout simplement.

Je le répète une dernière fois : le boycott, ce n'est pas l'abstention ! C'est une force politique !

Mathilde (Médiapart) :

Il y a la question du processus constituant. Il me semble qu'il y a au moins un candidat Jean Luc Mélenchon qui défend l'idée de réviser le système institutionnel de la Vème République par le biais d'une constituante. De ce point de vue-là, est-ce une réponse à la question que vous posez ? Est-ce qu'il n'y a pas un danger à sauter par-dessus l'élection présidentielle pour se centrer sur les législatives, est-ce que cela ne risque pas de prendre un certain nombre de candidats sur la gauche et d'avoir une assemblée plus à droite voire à l'extrême droite ?

Vincent Prémey (AplutSoc, syndicaliste FSU de l'Allier) :

Je vais réagir à la formule, que je comprends mais qui n'est pas notre intention, « *sauter sur les présidentielles* ». On ne veut pas sauter sur les présidentielles, on veut les prendre complètement à bras le corps. Nous pensons que la seule possibilité qu'il y ait victoire dans ces présidentielles, c'est le boycott, donnant son sens à une abstention qui de toutes les façons existera mais qui a besoin qu'on lui donne ce sens et ce contenu. Si cela se produit, cela ouvre un processus constituant, cela met en cause fondamentalement les institutions existantes. La démarche de Jean Luc Mélenchon qui dit : « *élisez-moi d'abord, vous aurez la constituante après* » et qui vient d'ajouter qu'il serait le gestionnaire de la longue durée comme De Gaulle ! Nous n'y croyons pas ou nous n'y croyons plus, cela dépend des uns ou des autres. Ce n'est pas par cette voie que l'on peut bouleverser ce régime. La question qui nous est posée c'est celle d'un changement de régime. Nous ne sommes pas pessimistes. Nous pensons que l'ébranlement de l'édifice politique existant est là dans ces présidentielles par cette méthode-là.

Catherine Destom Bottin (Cerises)

Certes le candidat Mélenchon appelle au lancement d'une constituante. Il prévoit s'il est élu de convoquer un référendum en vue de lancer la constituante. Il faudrait donc grand I : élire Mélenchon et grand II : organiser un référendum pour engager le processus constituant et décider des modalités de composition de l'assemblée constituante. De ce point de vue-là, rien ne change ! Ainsi l'avenir de la nation tient à ce que le roi préside, qu'il porte sur les fonts baptismaux la nouvelle république. C'est exactement le contraire de l'ambition

démocratique qui entend que l'enfant, le bénitier, l'eau, tout cela soit d'abord une intervention populaire.

À gauche d'ailleurs on se réjouit de l'élection de Boric au Chili tout le monde a pu lire à quel point son positionnement et à la fois transformateur et en même temps énième tentative de non sortie du néolibéralisme. Qu'en aurait-il été s'il avait été élu avant que l'insurrection populaire entame la révolution constituante aujourd'hui en cours au Chili...

Si dans le programme de 2017 Jean-Luc Mélenchon donnait quelque idée du comment faire en disant d'abord on conserve le président, puis l'assemblée applique le programme et disait-il, les Français qui le peuvent participent à l'élaboration de la constituante. Déjà à l'époque la démocratie d'en bas n'était pas l'essentiel.

Et si l'on peut faire une remarque entre la constituante dans le texte du programme 2017 de Mélenchon et la constituante dans le programme 2022, c'est que la seconde en nombre de signes d'imprimerie, correspond à peu près à la moitié de la précédente.

Par ailleurs dans son programme Jean-Luc Mélenchon dit obliger le gouvernement à rendre des comptes devant le Parlement. Sortir de la monarchie présidentielle ce n'est pas attendre les comptes du gouvernement c'est : le Parlement décide, sous contrôle populaire et le gouvernement applique...

Enfin dans le livret-programme 2022 Mélenchon rapporte que selon le sondage de « Haris interactive de mai 2021 », 63 % des Français sont favorables à la convocation d'une Assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle constitution pour la France... pourquoi faudrait-il attendre l'élection de Mélenchon pour s'y mettre ?

Robert Duguet (AplutSoc) :

Je n'ai pas grand-chose à ajouter à ce qu'ont dit Vincent et Catherine, en tant qu'ancien responsable du Front de Gauche. Simplement j'ajouterais qu'il y a eu une modification de position entre la période Front de Gauche de Mélenchon, mais où il s'agissait d'une Constituante octroyée. Il disait le candidat décide une fois élu de rendre ses pouvoirs à une assemblée constituante. Et le Mélenchon de la campagne de 2017 était sur une position de refus de l'unité, ne se situant plus sur une ligne rassemblant à gauche de la gauche mais sur une orientation de type populiste.

Pierre Zarka (Cerises) :

Je participe à l'équipe de Cerises la Coopérative. Pour aller dans le même sens, je veux faire quelques précisions. D'abord nos prises de position ne sont pas circonstancielles. Peut-être qu'au bout de plusieurs élections présidentielles on n'a pas pris en compte le caractère antidémocratique du système : c'est peut-être notre défaut. Mais toujours est-il dans sa genèse le système implique que le président est au-dessus du parlement, indépendant, que

le gouvernement dépend de lui et pas du parlement. Je ne suis pas un fanatique défenseur de ce qu'était la IVème République, mais on a tendance à oublier que c'est seulement en bénéficiant du prestige d'un De Gaulle qu'on a pu instaurer un système, où pour reprendre l'expression de son fondateur, il se mettait au-dessus des partis. Dans partis, je mettrais bien aussi au féminin pluriel, les parties. Cela conduit à une manière un peu étrange de parler de la VIème République. On parlait de Mélenchon : à partir du moment où un candidat est candidat, les autres sont derrière. On ne sait plus qui est derrière Mélenchon, on ne sait pas qui est derrière tel ou tel candidat. C'est la personnalité des candidats qui efface les courants. C'est peut-être un peu pour cela qu'on a, à gauche de la gauche, un peu de mal à trouver une voie unitaire parce que personne ne veut être relégué derrière. Il y a un vice de départ : nous octroyer par en haut un élargissement de la démocratie. Quand on regarde l'histoire du XXème siècle, cela n'est jamais arrivé. C'est le contraire.

Cela nous conduit à une deuxième chose : je rejoins les camarades qui disent le boycott n'est pas l'abstention. Si on se place de point de vue du mouvement populaire, des mouvements sociaux, c'est-à-dire des gens qui ne se reconnaissent pas dans les partis, c'est une occasion tout à fait nouvelle d'investir le champ politique pour le bousculer. C'est un moyen de dépasser la sempiternelle dissociation entre social et politique. On voit bien que la définition du mouvement social serait d'aller déposer les cahiers de doléances au guichet des politiques. Là non ! On intervient dans le champ politique pour dire qu'on ne veut pas.

Mourad (Journaliste indépendant, travaille aussi pour l'Humanité) :

J'ai relevé une citation qui disait que le mouvement pour le boycott pouvait ébranler les institutions actuelles de la France. Je souhaiterais que vous puissiez expliquer cela. Comment des gens qui boycottent, qui de ce fait, sont invisibles, qui ne viennent pas voter, va ébranler ce système ?

Jean-Blaise Lazare (Cerises) :

On cherche à donner à travers ce boycott une forme politique, une force qui s'impose au sein du jeu électoral. Notre ambition est de lui donner une portée suffisamment visible et lisible. Il s'agit de s'opposer au jeu de l'élection d'un élu quelconque en soulignant qu'il n'est pas légitime s'il n'a pas au moins la moitié des votants. Il y a aujourd'hui un peu plus de 40 millions d'électeurs potentiels ; si un président n'est pas élu avec au moins 50% de ce corps électoral, il n'est pas légitime, il ne peut se réclamer d'une majorité. Il faut rendre cette réalité lisible. Il faut regrouper toutes les forces qui veulent changer ce jeu qui n'a plus de sens. Ce que l'on veut, ce n'est pas abattre la démocratie, c'est la changer. Le jeu actuel a fait son temps, il ne peut plus correspondre aux aspirations des gens. Il n'est pas question d'élire un grand chef qui, durant cinq ans, va broyer la plupart des espoirs de ceux qui voteront pour lui. Il est question de rendre illégitime un système électoral qui ne représente plus rien, car si 50% des gens s'abstiennent l'élu perd sa légitimité et nous ouvre la voie vers une constituante.

Mourad (Journaliste indépendant, travaille aussi pour l'Humanité) :

Je me permets juste de vous couper : vous dites le boycott n'est pas l'abstention. Là vous dites, si 50% des gens s'abstiennent. J'ai l'impression qu'il y a une petite confusion dans vos propos.

Jean-Blaise Lazare (Cerises):

Le boycott finalement c'est une abstention massive qui représente une force politique portée par l'idée d'une constituante. C'est une abstention qui n'est plus passive, comme elle l'a été jusqu'à présent, mais active. Derrière le boycott il y a une idée et une force collective. C'est en cela que c'est un boycott. Il porte en lui une force politique, c'est ici que réside l'importance de cette différence.

Vincent Prémey (AplutSoc, syndicaliste FSU de l'Allier) :

On est au cœur du problème. Je pense, pour reprendre ce que je disais précédemment, qu'il est possible d'ébranler le système. Les présidentielles, ce n'est pas n'importe quoi dans la 5ème République : tous les 5 ans, tous les 7 ans autrefois, on recharge les compteurs du régime et on repart, surtout quand c'est un peu usé à la fin du mandat. En sponsorisant l'extrême droite au passage, d'ailleurs le présidentielisme lui convient très bien. Jusqu'à présent c'était l'élection où le taux d'abstention était le plus faible, mais qui commence à être important. S'il y a une forte abstention aux présidentielles, c'est un problème pour ce régime qui est par nature plébiscitaire. Alors c'est vrai que les choses peuvent aller au fil de l'eau si personne ne pose ce problème : on aura un développement de l'extrême droite, des affrontements sociaux, une situation qui déperit. C'est bien pour cela qu'on veut provoquer un mouvement conscient pour un boycott constituant. Cet élément de conscience et d'organisation est nécessaire pour que la donne soit changée, c'est-à-dire pour que l'abstention majoritaire se transforme en autre chose, à savoir la volonté majoritaire d'ouvrir un processus constituant. Ce n'est pas gagné à l'avance, mais cela nous paraît être la seule option vraiment réaliste dans la situation où on en est arrivé aujourd'hui.

Pierre Zarka (Cerises)

Pour aller dans le même sens, on a eu les gilets jaunes, on a eu une multiplicité de mouvements sociaux qui continuent ; on a eu le thème faim du monde, fin du mois, même combat ; tout cela pour l'instant, cela reste à la porte du champ politique. C'est la première fois qu'il y a la possibilité d'en faire le début d'un dynamique politique par le refus de réélire un monarque. Une fois en place, c'est lui qui décide de tout. C'est pour cela qu'on parle de boycott constituant. Cela peut être un déclic, chez combien de personnes, je n'en sais rien, de lier le social, le sociétal, l'écologique à la dimension politique et à l'investissement de la dimension institutionnelle. Cela est extrêmement important. Tout dépend de ce que va

devenir notre appel au boycott, s'il va être entendu ou pas. J'insiste sur le côté début, commencement. Il y a une chose importante qu'a dit Gérard Mordillat dans son introduction : il a dit, au début, on ne se connaissait pas et on est en train de se trouver une forme d'organisation, de vie collective : voilà où nous en sommes. Il y a des dizaines de milliers de personnes qui peuvent dans une telle situation se découvrir ensemble en bousculant le jeu. Pas comme un acte individuel et passif : dans le mot abstention, il y a l'idée que je ne sais pas quoi faire. Dans le mot boycott, il y a l'idée que je prends une décision et je l'assume avec les autres.

Mathilde (Médiapart)

On vous opposera, surtout venant des plus jeunes, le danger de l'extrême droite. Comment vous répondez à cette question-là ? Pas seulement l'extrême droite gagnant des places et des positions, elle le fait déjà. Mais un boycott large, est ce qu'on ne favorise pas encore cette montée ?

Gérard Mordillat (Artiste et Réseau Cerises)

La question de l'extrême droite est une curiosité pour moi. Si on prend par exemple la position du candidat vis-à-vis de l'immigration, des travailleurs sans papiers mais aussi du mouvement syndical. En réalité il n'y a aucune différence entre les propos de monsieur Macron, de madame Péresse, de madame Le Pen, de monsieur Zemmour. C'est une espèce de post-fascisme assumé. Il faut cesser de rentrer dans ce jeu-là. Nous combattons l'extrême droite ; nous combattons d'abord le système qui permet à cette extrême droite d'avoir la place qu'elle occupe aujourd'hui. Il faut absolument disqualifier ce mode qui est mortifère pour l'ensemble des citoyens français. C'est cela le premier mouvement. Je ne fais qu'approuver ce qui a été dit précédemment. Il ne faut pas se laisser aveugler par cette chose, attention l'extrême droite arrive. L'extrême droite n'arrive pas, elle est au pouvoir. Quand on fait la liste des libertés qui ont été supprimées sous le gouvernement de monsieur Macron, je ne vois pas ce que ferait de pire madame Le Pen, Péresse ou monsieur Zemmour. Il faut arrêter de penser cela. Notre position est en dehors de cela. C'est pour réellement refonder la république sur une base démocratique qui permettra de faire entendre des voix qui ne se font jamais entendre. C'est ce qui fait peur à tout pouvoir, quel qu'il soit, c'est-à-dire la mise en œuvre de l'intelligence populaire. On l'a eu avec les gilets jaunes, le Larzac, le projet constitutionnel, c'est sur cela que nous comptons et voulons nous battre absolument.

Hélène Chantereau (AplutSoc)

Je veux revenir sur ce qu'a dit Pierre Zarka tout à l'heure, il y a différents mouvements qui se sont mis en branle. La jeunesse par exemple elle s'est engouffrée dans la question de l'environnement. Pour la plupart les jeunes ne votent pas, qui ne se sont pas inscrits sur les

listes électorales, parce qu'ils se sentent complètement déconnectés par rapport à ce qui se passe. Ils n'ont plus envie de cette 5^{ème} République, de ces institutions, c'est cela qu'il faut casser. Cette répression qu'il y a de plus en plus avec le pass sanitaire vaccinal, cette répression contre les manifestations, de diviser vaccinés contre non-vaccinés... ils en ont marre. Quand nous parlons de boycott constituant c'est justement de donner cher à une expression politique, de former des comités pour préparer l'après. Dans les différents mouvements de grève qui se sont déroulés jusqu'à maintenant on voit que ce n'est pas la présidentielle qui les intéresse mais de répondre à la question, comment vivre ? On s'aperçoit que la vie est très chère, ils sont obligés de se battre pour un salaire décent, pour des études et un droit à la santé décentes. Ils ont envie de se révolter et de se retourner contre ces institutions. Ils n'ont pas envie d'y participer.

Fabien Gallet (AplutSoc)

Je vais rebondir sur ce qu'ont dit Pierre et Gérard au sujet du mouvement social : c'est lui qui nous détermine. Du point de vue des institutions, ils font pour que ce dernier ne soit pas apparent en déléguant les pouvoirs à un Dieu, un maître ou un tribun, c'est selon. Nous proposons d'intervenir là où le mouvement social est exclu. Depuis des décennies il s'exprimait avec les organisations qu'il s'était donné, à travers les syndicats, à travers les mobilisations contre des projets de lois. Et là, on s'est aperçu depuis les 2 derniers quinquennats que ces organisations jouent de moins en moins leur rôle. Regardons le silence assourdissant qui a accompagné le mouvement des gilets jaunes, mouvement populaire et éminemment social. Même chose sur le refus du pass sanitaire. Tout le monde s'est retrouvé orphelin. Se mobiliser dans un espace où nous sommes exclus serait très intéressant. Cela permettrait d'être acteur sur un terrain vierge. On a tout à construire à un endroit où nous ne sommes pas inscrits au programme. On essaie d'être l'élément, le gros grain de sable. S'il n'y a pas cela, les élections vont avoir lieu, et ce sera Macron qui sera de nouveau là. Rien ne changera. Il y a une conviction chez de nombreuses personnes, et même chez les candidats, et surtout des candidats à gauche, ils savent très bien que rien ne changera aux lendemains des élections avec ce système qui est fait pour perdurer. Raison pour nous d'être acteur et de voir plus loin que le boycott : ce n'est pas un bon coup qui nous intéresse, c'est d'essayer d'être initiateur d'un mouvement qui balayera tout cela. Utopie ? peut-être, mais comme disait un certain, l'utopie ce n'est que la réussite demain.

Mourad (Journaliste indépendant, travaille aussi pour l'Humanité) :

Pour reprendre ce que vous dites, vous voulez être le gros grain de sable dans la structure, et si on dépasse les 50% le président élu ne sera pas légitime. Dans les faits, si ! J'ai du mal à comprendre comment vous allez devenir un gros grain de sable et comment un président élu serait illégitime. Macron est le candidat le moins bien élu de la Vème, cela ne l'empêche pas de faire à peu près ce qu'il souhaite. Concrètement, comment pouvez-vous gripper la machine avec un boycott à plus de 50% ?

Pierre Zarka (Cerises) :

Je vais évidemment commencer par la question de Mathilde (Médiapart) sur l'extrême droite. Je voudrais en dire deux choses. Qu'est ce qui a fait qu'on parle ainsi de l'extrême droite ? Depuis quand a-t-elle monté ? A chaque fois c'est la suite de la désillusion politique qui a suivi les différentes élections, notamment présidentielles. La première fois qu'on a eu l'extrême droite au premier tour d'une présidentielle, c'est après l'échec lamentable qui a été l'expérience de ce qu'on a appelé la gauche plurielle. Et depuis, chaque déception, chaque amertume, chaque exaspération nourrit ou peut nourrir la montée de l'extrême droite. Et il y a une 2^{ème} chose qui est importante : l'idéologie sur laquelle elle est fondée, c'est le besoin d'un chef. Or nous sommes dans une campagne qui dit exactement le contraire. La proposition du boycott, c'est le refus de l'Etre suprême. C'est une brèche dans l'idéologie de l'extrême droite. Bien sûr je souhaite, comme n'importe lequel d'entre vous, que nous soyons majoritaires, supposons, au pire, que nous ne le soyons pas. Nous sommes en train d'ouvrir une brèche dans ce qui paraissait l'impossibilité de franchir un mur politique. Encore une fois les mouvements s'arrêtaient au pied du politique, en considérant que le politique c'était autre chose qu'eux. Ce que nous proposons à ces gens que nous ne connaissons pas, c'est de dire vous faites le lien entre ce que vous ne voulez plus, ce qui ne va pas et ce que vous voulez, et vous essayez de casser la logique qui nous a conduit à cette situation. Et quel que soit le résultat de cette campagne, le fait qu'on mène campagne pour dire : je ne joue plus ! je ne veux plus de cette règle ! Cela ouvre la porte à une 2^{ème} question. Qu'est ce que je veux à la place ? Là il y a quelque chose qui s'ouvre. Encore une fois, je ne suis pas en train de dire, il va se passer une explosion fantastique aux lendemains de l'élection présidentielle. C'est un processus ! Et c'est un processus qui est commencé, à partir du moment où nous nous sommes retrouvés sur la base de ce qu'auraient pu être des actes individuels : nous en faisons un acte politique, une proposition politique de formation, pas au sens de parti politique ou organisation mais de passage à une dynamique politique.

Jean-Blaise Lazare (Cerises)

La question de Mathilde (Médiapart) à propos de l'extrême droite est éminemment importante. Il n'est pas question pour nous de nous retrouver une énième fois dans une situation où il est question de choisir entre Le Pen ou Zemmour et d'être obligés de voter Macron, ou voire de voter Le Pen pour éviter Zemmour. On veut mettre un point d'arrêt à ces situations qui se répètent systématiquement tous les 5 ans, en faisant justement de l'abstention sous forme active de boycott, une force politique qui viendra s'interposer dans ce jeu-là. Tous ceux qui voteront par dépit pour quelqu'un qu'ils ne veulent pas, pourront se retrouver dans cette force d'interposition que sera le boycott. Il faut donc lui donner une lisibilité et une visibilité pour qu'il soit bien clair qu'il représente une force d'opposition de choix forcé refusé par une grande majorité de gens. Voilà pour cette question-là. Cela répond en partie à la seconde. Quand on voit ce qui s'est passé en Nouvelle Calédonie, on pourrait dire : après tout, ils s'en moquent ! Ce qu'on veut mettre en avant justement, c'est que quand il y a plus de 50% d'abstentions, le président élu ne peut pas parler de majorité. C'est

une imposture ! Il est illégitime de fait. Les gens qui se seront abstenus ne l'auront pas fait pour partir à la pêche, ils l'auront fait pour changer le système. C'est sur ce point-là qu'on a du travail à faire pour que l'ensemble des gens qui n'iront pas voter sachent qu'ils portent en eux cette nouvelle force. Il faut aussi que cette force soit bien identifiée et reconnue comme telle. C'est un boycott qui demande que ce jeu-là s'arrête et que l'on passe directement à une constituante pour changer un jeu démocratique qui ne correspond plus à ce que veulent la grande majorité des gens.

Mathilde (Médiapart)

Une dernière question. Je demanderais quelles seraient les formes d'alliance que vous pensez créer ? Des collectifs déjà constitués qui réfléchissent à ces questions depuis longtemps ? Comment toucher la majorité des jeunes qui représentent les gros bataillons d'abstentionnistes ? Comment vont-ils devenir des bataillons de boycottistes ? Comment vous imaginez cela ?

Mourad (Journaliste indépendant, travaille aussi pour l'Humanité) :

Je m'associe à cette question de Mathilde. Est ce qu'il y a une structuration avec les partis ?

Catherine Destom Bottin (Cerises):

Le boycott, il y a aussi pour fonction de renvoyer Macron à ses complices de la campagne électorale. Pour l'idéologie fascisante, il n'y a pas seulement Zemmour et Le Pen, je ne sais pas si vous êtes attentifs à la campagne de Blanquer, il s'en prend, comme les fascistes en général, aux intellectuels, au mouvement féministe et au mouvement antiraciste. Blanquer met les enseignants en rage, et dans les conditions terribles qui sont les leurs, ils se mettent en grève. Il y a quelque chose qui se passe dans ce pays, pour n'être pas dans les clous...

Marc Daniel Lévy (Aplutsoc):

Dans les questions, les objections de nos amis journalistes, on dirait qu'il n'y a pas eu près de 70% d'abstentions aux élections régionales. 67,8% d'abstention ! Ce sont des pêcheurs à la ligne ? C'est rien du tout... Bien sûr nous sommes dans une élection un peu différente avec la présidentielle mais ce mouvement, qu'il y ait ou non appel au boycott, va s'exprimer aussi. La question est encore une fois : les forces politiques de gauche vont-elles ignorer que près de 70% des électeurs, la majorité sociale de ce pays, ne se considèrent comme plus représentés par les partis, par les forces politiques et leurs propositions ? Et c'est à nous qui nous opposons à l'élection du président de la République au suffrage universel de nous expliquer sur le fait qu'on devrait ne pas appeler à boycotter ? La question est que la majorité sociale de ce pays est au bord du boycott. Elle est dans l'abstention, mais parce qu'elle n'a pas encore les moyens politiques de s'exprimer, car ces moyens lui sont refusés

par les forces politiques de gauche qui une fois plus veulent la précipiter, et en plus dans la division absolue, dans la défaite.

Vincent (AplutSoc, syndicaliste FSU de l'Allier) :

Il y a 120 signatures sur cet appel à ce jour. Ce n'est pas un appel qu'on a fait signer sur les marchés. C'est un appel de militants contactés par nos différents réseaux, celui de Cerises, celui d'APLUTSOC, d'autres petits groupes et courants, il y a pas mal de syndicalistes, il y a des gilets jaunes, des artistes. Nous allons faire une réunion des signataires le samedi 22 janvier, pour discuter comment on s'organise et quelle est la suite. On veut aussi monter des comités locaux. Pour ma part dans l'Allier, je peux dire qu'il y a en gestation d'ici la fin du mois (l'emploi du temps étant quelque peu perturbé par l'épidémie) à Montluçon et à Commentry, peut être à Moulins. Donc structuration nationale, émergence de comités locaux, le tout de façon très ouverte et offensive à la fois. Ne serait-ce qu'il y a trois mois, on était une poussière d'individus et de petits groupes qui ne se connaissaient pas. Il y a déjà eu un seuil qualitatif de franchi. On veut continuer.

Pierre Zarka (Cerises) :

Je vais prolonger ce qu'a dit Vincent sans le répéter. Je voudrais juste ajouter une dimension sur la campagne, Vincent a évoqué les comités locaux. Nous ne nous considérons pas comme propriétaires de ce que va devenir ce mouvement. Le problème d'alliance n'est pas celui de rencontres entre appareils. Chacun peut traiter ce problème de boycott à sa manière, et plus il y aura de portes d'entrée, plus on arrivera à bien cerner les motivations qui peuvent conduire à un mouvement large. Il y aura certainement des lieux de rendez-vous, de coordination, nous n'avons pas parlé de tout cela. Encore une fois, nous n'appelons pas à nous rejoindre, nous appelons à faire. Ce n'est pas la même chose.